

L'EMANCIPATEUR

SYNDICAT CGT DU VAR DES RETRAITÉS ET ANCIENS SALARIÉS
DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Mensuel n° 420 - Avril 2025

édito

États-Unis, Brésil, Inde, Allemagne, Autriche, Italie, Hongrie, Pologne, France, Grèce, Israël, Suède... aux quatre coins du monde, l'extrême droite effectue une ascension inquiétante. Cette montée de l'extrême-droite est alimentée par les crises économiques et sociales entraînant une précarité croissante, les inégalités et le chômage ouvrant la voie à des discours populistes qui exploitent la peur et la désillusion des citoyens, ouvrant la voie aux nationalismes et à l'impérialisme. Et elle porte en germe la violence et la guerre.

Les forces progressistes se doivent de s'organiser pour dépasser ces sinistres constats et ouvrir, à l'opposé, des perspectives de paix et de justice sociale.

En témoigne le congrès de l'UL de Toulon qui a fait sienne la position de la FNTE en matière de Pôle Public National de Défense (PPND) ou encore la dernière AG de notre syndicat qui a opposé la reconquête de la Sécurité sociale à l'économie de guerre.

L'enfer étant pavé de bonnes intentions, encore faut-il porter haut et fort nos aspirations et nos revendications afin de les faire aboutir. Ainsi avons-nous manifesté le 22 mars dernier, tout comme nous avons mené une action au Tribunal Administratif le 25 mars.

Le prochain point d'étape sera l'incontournable rassemblement du 1er mai.

Rassemblement auquel le syndicat vous appelle toutes et tous à participer.

Ensemble, soyons porteurs du mot d'ordre de notre dernier congrès Fédéral :

« Unis et organisés pour la paix et le progrès social ».

Michel CANESTRELLI
Secrétaire Général

sommaire

- Edito **1**

- Assemblée générale
- Manifestation du 22 mars **2**

- Congrès de l'union locale
- Motion proposée par le syndicat **3**

- Le danger des extrêmes-droites dans le monde **4**

- 1er mai 2025
- Information importante **5**

- Grande messe à Matignon
- Action au tribunal administratif de Toulon **6**



Assemblée générale annuelle **du syndicat**

C'est le vendredi 11 avril au « Centre Azur » à Sanary, qu'une soixantaine de syndiqués-es et invités-es se sont retrouvés dans ce centre de vacances, pour participer à cet évènement annuel de notre syndicat de retraités et anciens salariés du ministère de la Défense.



Nous avons eu le plaisir d'accueillir notre camarade Bernard Bourdelin de l'IHS/FNTE-CGT. L'UD/83, le syndicat de l'AIA de Cuers et le syndicat de la CPAM étaient également présents. Après l'accueil des participants à 8h30 autour d'un café et de viennoiseries, les travaux ont débuté à 9h30 après une minute de silence pour le camarade Philippe Brunetto, SG adjoint de l'AIA CP et membre du CEF, décédé soudainement à l'âge de 52 ans.

L'introduction de Michel Canestrelli, un résumé de la situation internationale avec les guerres dont on parle et celles qu'on ne voit pas. La montée de l'extrême-droite et le nationa-

lisme qui l'accompagne. Et la nécessité de rejeter l'économie de guerre et plus que jamais le besoin d'une puissante bataille pour préserver notre Sécurité sociale telle que voulue par Ambroise Croizat « Donner selon ses moyens, recevoir

selon ses besoins ».

Un riche débat a suivi sur ce sujet après l'intervention de Marjorie Franchitto de la CPAM pour décrire de manière plus précise le fonctionnement de la Sécurité sociale.

A 11h30, un hommage émouvant a été rendu à notre camarade Pierre Llorente, en présence de Suzanne et d'une partie de sa famille.

La matinée s'est terminée par un apéritif fraternel suivi du repas. L'après-midi a été marquée par le visionnage de l'excellent film de Gilles Perret « La Sociale », qui clôturait cette belle journée d'échanges.

Alain GLEMET



Manifestation du 22 mars...

Mobilisation contre le racisme

En cette journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, à l'appel des associations antiracistes et de défense des droits humains, avec les organisations syndicales, 250 à 300 personnes ont défilé à Toulon, de la place de la Liberté au parvis des droits de l'homme. Bien sûr, on aurait souhaité encore plus de monde mais ça n'enlève rien à la justesse du combat pour rappeler les dangers de la montée des extrêmes droites dans le monde.

Après quelques prises de parole et un long moment de discussions devant la faculté, les manifestants se sont dispersés.

Mais face aux attaques de plus en plus violentes des réactionnaires, les mobilisations vont devoir s'intensifier.

3 et 4 avril 2025

Congrès de l'union locale CGT de Toulon

C'est à un très bon congrès, auquel notre délégation de 5 camarades a assisté.

Jean-Pierre Kaspereck qui avait la double casquette (membre de notre CE et président de l'IHS83) a été réélu à la commission exécutive de l'UL. Un bel hommage a été rendu à notre camarade Paul Berni, membre de la CE sortante et qui n'avait pas souhaité renouveler sa candidature. Un débat très enrichissant a eu lieu l'après-midi



jusqu'à 18 h00, sur le danger de l'extrême-droite dans notre département qui compte sept députés RN sur huit. Le congrès s'est terminé par un apéro fraternel.

Daniel CESANA

Motion proposée par la délégation du syndicat, adoptée au congrès de l'U.L. de Toulon, « *Quelle connerie la guerre !* »

Les travailleurs réclament leur dû, le retour à la retraite à 62 ans, pas le retour de la guerre, pas la destruction de leurs droits pour enrichir les capitalistes.

Le 5 mars, le président Macron nous annonçait l'effort de réarmement et les sacrifices que les travailleuses et travailleurs allaient devoir consentir au nom de l'économie de guerre. Pourtant, malgré le désengagement américain en Ukraine, 68 % des Français désapprouvent une intervention militaire en Ukraine. A une très large majorité, ils ne souhaitent pas que l'armée française s'implique sur le terrain, selon un sondage Odoxa.

Trump commande, et l'Union européenne s'exécute : les budgets militaires doivent atteindre 5% du PIB. De même Ursula von der Leyen propose que l'Europe dégage plus de 800 milliards de crédit à l'armement ! Pendant ce temps, les hôpitaux, les écoles, les routes, les ponts, les services publics dans leur ensemble sont attaqués par les gouvernements, les salaires fondent sous l'inflation. La guerre refait donc surface en Europe, sans jamais avoir vraiment disparu. 11 conflits importants ont jailli en Europe de 2001 à nos jours. La Russie, nouvel ennemi, penserait à envahir notre pays ? La feinte est grossière pour que l'on ne voie pas le but de la manœuvre : un changement systémique profond de notre société à marche forcée, destructeur des droits fondamentaux des travailleuses et travailleurs, à commencer par la Sécurité sociale, les retraites, les droits des chômeurs, et si cela ne suffisait pas, ceux-ci devront accepter n'importe quel emploi pour satisfaire les appétits capitalistiques des financiers du monde.

Pour les travailleurs, la guerre c'est toujours non. Nous proposons qu'un large débat ait lieu sur le Pôle public national de défense, qui doit être un outil des travailleurs contre la guerre et l'exploitation des peuples. La France doit sortir du carcan de l'OTAN, avec une volonté de faire enfin de notre pays, celui des droits de la Femme et de l'Homme. La CGT doit montrer le chemin vers l'espoir et la paix.

Il n'y a qu'une seule guerre, c'est celle contre la classe ouvrière. Dans cette situation exceptionnelle, nous appelons l'ensemble des syndicats à se saisir du 1er mai pour manifester en nombre contre la guerre sociale et l'économie de guerre. L'heure est à la défense de nos revendications, à commencer par l'abrogation de la réforme des retraites et l'augmentation des salaires.

Suite à la condamnation de Marine Le Pen :

NE RIEN CÉDER FACE AUX ATTAQUES CONTRE LA DÉMOCRATIE ET L'ÉTAT DE DROIT !

Avoir les réactions de l'extrême-droite nationale, européenne et même mondiale, celles de la droite extrême, suite à la condamnation de Marine Le Pen et de nombreux élus et cadres du Rassemblement National pour détournement de plus de 4 millions d'Euros de fonds publics, nous avons la confirmation s'il en était besoin, que la pseudo « Dédiabolisation » n'est qu'une triste farce et une gigantesque tromperie.

Le RN ose crier au « procès politique » alors qu'il s'agit ni plus ni moins d'une décision de justice, au demeurant plutôt clémente au vu des sommes concernées, et qui s'applique comme pour l'ensemble des citoyens.

La CGT a publié le communiqué ci-dessous pour la défense de la démocratie et de l'état de droit.

Communiqué confédéral :

Face aux attaques de l'extrême-droite, la CGT réaffirme son attachement à la démocratie et à l'état de droit.

La condamnation en première instance de Marine Le Pen et de 24

cadres du RN pour détournement de fonds publics ou recel, a déclenché une violente campagne contre le système judiciaire et l'état de droit. En mettant en cause la séparation des pouvoirs, l'extrême-droite s'en prend ouvertement à un fondement de notre République démocratique. Les attaques prennent aussi la forme de menaces contre une juge et contre le syndicalisme de la magistrature.

La CGT condamne fermement ces attaques et les relais qu'elles trouvent au-delà des rangs de l'extrême-droite. Elle affirme son plein et entier soutien aux magistrats-es dans l'exercice de leurs fonctions, sur leur liberté d'organisation syndicale et sur les moyens dont la justice doit être dotée pour assumer

ses missions.

Portée par le RN, la campagne en cours est relayée par les dirigeants de l'internationale autoritaire, de Musk à Poutine, en passant par Orbán et Nétanyahou. Ces soutiens remettent en lumière la nature profonde de l'extrême-droite française : en Russie, en Hongrie, en Israël, aux Etats-Unis, les pouvoirs en place attaquent frontalement les piliers démocratiques et en particulier l'indépendance de la justice.

Alors que les premières enquêtes d'opinion attestent du fait que la majorité de la population estime normale la décision prise par la justice, la CGT appelle à résister avec détermination à l'offensive idéologique en cours et à la vigilance quant aux possibles évolutions de la situation.

Montreuil, le 2 avril 2025

Les manifestations du 1er Mai à Toulon et Draguignan seront donc aussi des occasions pour riposter aux réactionnaires de tous poils et à la fascisation de la société.

Michel RENOUF



1er mai 2025... Tous dans la rue !

POUR LE PROGRÈS SOCIAL
POUR UNE PAIX JUSTE ET DURABLE
POUR NOS RETRAITES
POUR LA DÉMOCRATIE ET L'ÉTAT DE DROIT
CONTRE L'INTERNATIONALE RÉACTIONNAIRE ET FASCISANTE



Ce 1er mai 2025, journée internationale de lutte des travailleurs, prend cette année un sens particulier. Alors que les guerres se propagent sur la planète pour les profits de quelques-uns, les mobilisations se développent partout dans le monde pour la paix et le respect du droit international.

Dans ce contexte, « L'économie de guerre » prônée par le capital, ses serviteurs gouvernementaux et leurs complices d'extrême-droite, sert de prétexte à la multiplication et l'aggravation des attaques contre notre modèle social, nos conquies sociaux comme la Sécurité sociale, nos services publics et la démocratie.

Alors que le poison de la division progresse, organisé par l'extrême-droite et ses relais médiatiques des milliardaires, il y a urgence à défendre une société de paix, démocratique et de justice sociale en combattant sans relâche les va-t'en guerre, les discriminations, le racisme et l'antisémitisme et le moins-disant social.

RENDEZ-VOUS DONC A LA MANIFESTATION LE JEUDI 1er MAI...

MONTRONS NOTRE SOLIDARITE ET NOTRE UNITE EN MANIFESTANT MASSIVEMENT !

10 H 30 devant la Bourse du Travail de Toulon

10 H 30 devant la sous-préfecture de Draguignan

Information importante concernant le relevé des cotisations pour la déclaration d'impôts

Nous souhaitons vous informer qu'en raison de récents problèmes informatiques, il ne nous est pas possible de vous transmettre pour l'instant par le biais de cet « Emancipateur », le relevé des cotisations versées en 2024.

Nous comprenons que cette situation puisse occasionner un certain désagrément. Toutefois, cela ne fait pas obstacle à votre déclaration

d'impôts : En effet, chaque adhérent connaît le montant réel qu'il a versé au cours de l'année 2024, et il est important de rappeler qu'aucun justificatif n'est exigé par l'administration fiscale lors de la déclaration.

Nous mettons tout en œuvre pour régler le problème pour vous fournir ce justificatif dans les meilleurs délais et si possible avec le prochain

numéro de « L'émancipateur ». En cas de contrôle, nous restons bien entendu en mesure de fournir au coup par coup, les justificatifs nécessaires, y compris ceux des années antérieures sur simple demande.

Nous vous remercions de votre compréhension et restons à votre disposition pour toute question.

Marc MIGNOT

« Grande messe » de Bayrou à Matignon pour justifier l'austérité

Après son « conclave » avorté sur les retraites, après avoir créé et réuni juste avant un « conseil des entreprises », composé des plus grands patrons français et du ministre de l'économie, le Premier Ministre a organisé mardi 15 avril à Matignon, une conférence sur ce qu'il nomme, « les pathologies budgétaires » de la France.

Etaient conviés des ministres, des parlementaires et des élus locaux. Précision importante, « *L'association des maires de France* » avait décliné l'invitation. Objectif affiché : « sensibiliser les français aux pathologies du pays ». Plus clairement dit, François Bayrou, en tant que chef de la coalition des battus aux dernières élections législatives, a cherché à nous convaincre qu'il était nécessaire de poursuivre et amplifier sa politique austéritaie que nous avons massivement rejetée dans les urnes.

La potion est amère avec une ponction envisagée dans la dépense publique de 40 à 50 milliards d'Euros pour 2026 !

C'est l'équivalent du budget de l'édu-

cation nationale, d'où ce besoin urgent de communication, pour tenter de justifier l'injustifiable. Car chacun aura compris que la pilule serait particulièrement dure à avaler si ce plan d'économies était mis en œuvre.

Ce que ce gouvernement prépare, dans le cadre de son « économie de guerre », est tout bonnement une accélération de l'aggravation de la qualité de nos services publics, de nouvelles attaques contre la Sécurité sociale et l'appauvrissement des salariés, des retraités et plus généralement de la population : concrètement ce sera moins de moyens pour l'hôpital, la santé, l'éducation, les collectivités locales, le social... !

A titre d'exemple, les premières pistes préconisées par la cour des

comptes concernent la Sécurité sociale, nouvelles réductions de remboursements des soins, 800 millions d'Euros de ponctions supplémentaires dans les branches AT/MP et révision des indemnités versées en cas d'arrêt de travail.

Dans le même temps, on taxe toujours moins le capital, le patrimoine et les dividendes explosent.

Autant de mesures injustes et illégitimes, toujours inspirées des mêmes recettes capitalistes usées et désuètes qui ont conduit le pays dans la situation que nous connaissons.

Voilà encore des raisons supplémentaires pour participer massivement aux manifestations du 1er mai !

Michel RENOUF

Action au tribunal Administratif de Toulon...

encore et encore !

Le mardi 25 mars nous vous avons donné RDV au Tribunal Administratif de Toulon, pour accompagner Laurent Nee, un autre de nos syndiqués.

Son dossier, relatif à la non prise en compte des travaux insalubres pour le départ à la retraite, comme la plupart des dossiers que le syndicat prépare avec l'aide du cabinet d'avocats dédié.

Aujourd'hui, face à une administration rigide qui bafoue nos droits - chaque dossier ou

presque devient un combat et nous amène devant le TA.

Pour les deux cas examinés en janvier 2025, le jugement leur a été favorable.



Espérons qu'il en soit de même pour notre camarade.

Nous nous battons aux côtés de nos camarades partis au titre de l'Allocation Spécifique de Cessation Anticipée d'Activité (ASCAA), montrant ainsi l'attachement que notre syndicat porte au problème des travaux insalubres non validés par le Ministère et la Caisse des Dépôts et Consignations au moment du départ à la retraite.

Myriam PELLAT